Nation Micmac de Gespeg

États financiers
au 31 mars 2018

micmac	**RÉSOLUTION** **20e CONSEIL DE BANDE** **DE LA NATION MICMAC DE GESPEG**
RÉSOLUTION NO. : 205 **Le 4 juillet 2018**	**SUJET :** **ADOPTION DES ÉTATS FINANCIERS PAR LE CONSEIL**
Proposée par : Johanne Jean	**CONSIDÉRANT QUE** Monsieur Richard Chrétien de la firme Raymond Chabot Grant Thornton présente les états financiers au Conseil de la Nation Micmac de Gespeg;
Appuyée par : Nathalie English	**IL EST RÉSOLU** que le Conseil adopte les états financiers présentés par Monsieur Chrétien.

Manon Jeannotte, Cheffe

Nathalie English, Conseillère

Johanne Basque, Conseillère

Kevin Langlois, Conseiller

Danny Basque, Conseiller

Terry Shaw, Conseiller

Johanne Jean, Conseillère

Robert Paquette, Conseiller Montréal

Mark Sinnett, Conseiller

Nation Micmac de Gespeg

États financiers consolidés au 31 mars 2018

Rapport de l'auditeur indépendant	**2 - 3**
États financiers	
Résultats et excédent accumulé lié aux activités consolidés	**4**
Variation de la dette nette consolidée	**5**
Flux de trésorerie consolidés	**6**
Situation financière consolidée	**7**
Notes complémentaires	**8 - 20**
Annexes consolidées	**21 - 94**

Raymond Chabot
Grant Thornton

Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
9 - 1, rue Adams
Gaspé (Québec) G4X 1E5

Téléphone : 418 368-5576
Télécopieur : 418 368-6942
www.rcgt.com

Aux membres du conseil de bande de
Nation Micmac de Gespeg

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Nation Micmac de Gespeg, qui comprennent l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2018 et les états consolidés des résultats et excédent accumulé lié aux activités, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Nation ne présente pas une comparaison des résultats de l'exercice et de la variation de la dette nette avec les montants budgétés, l'administration n'ayant pas adopté de budget. Cette situation constitue une dérogation aux recommandations du chapitre SP1201 "Présentation des états financiers", du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.*

De plus, en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, les actifs incorporels doivent être comptabilisés en charge. La Nation possède des quotas de pêche, un actif incorporel, qu'elle présente dans son état consolidé de la situation financière, car elle est d'avis que cet actif incorporel lié à certaines de ses activités commerciales représente un actif pour la Nation compte tenu de sa valeur marchande supérieure à sa valeur comptable. Cette présentation n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Si cet actif incorporel avait été comptabilisé selon les exigences des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'actif et l'excédent accumulé auraient été diminués de 4 681 000 $ respectivement.

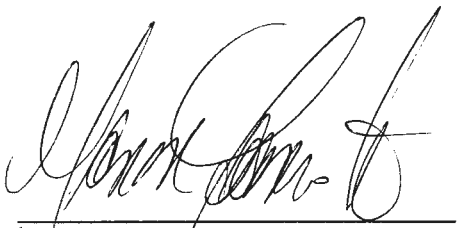
Opinion avec réserve

A notre avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Nation Micmac de Gespeg au 31 mars 2018 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

[1]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Gaspé
Le 4 juillet 2018



[1] CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A113277

Nation Micmac de Gespeg
Résultats et excédent accumulé lié aux activités consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

	2018	2017
	$	$
Produits		
Affaires autochtones et du Nord Canada	**973 480**	681 477
Secrétariat aux affaires autochtones	**84 000**	156 596
Autres subventions	**936 807**	745 737
Revenus d'activités commerciales	**5 854 944**	3 727 521
Revenus de frais d'administration	**676 086**	394 401
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	**11 500**	
Autres produits	**415 804**	351 980
	8 952 621	6 057 712
Charges		
Administration de la bande	**1 724 362**	1 642 317
Education	**559 657**	427 219
Développement économique	**129 318**	130 062
Santé	**91 592**	84 692
Programmes d'emploi	**247 511**	240 710
Tourisme et culture	**841 085**	456 323
Foresterie	**267 705**	313 382
Pêche	**3 246 999**	2 369 177
Services communautaires	**35 090**	62 351
Service de la dette	**50 228**	55 907
Amortissement des immobilisations corporelles	**590 995**	569 415
	7 784 542	6 351 555
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**1 168 079**	(293 843)
Excédent accumulé lié aux activités consolidés au début	**9 324 464**	9 618 307
Excédent accumulé lié aux activités consolidés à la fin	**10 492 543**	9 324 464

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Variation de la dette nette consolidée
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

	2018	2017
	$	$
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**1 168 079**	(293 843)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(315 753)**	(540 647)
Amortissement des immobilisations corporelles	**590 995**	569 415
Produit de cession d'immobilisations corporelles	**11 500**	
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	**(11 500)**	
	275 242	28 768
Utilisation (augmentation) des charges payées d'avance	**40 893**	(44 547)
Augmentation (diminution) de la dette nette	**1 484 214**	(309 622)
Dette nette au début	**(3 303 989)**	(2 994 367)
Dette nette à la fin	**(1 819 775)**	(3 303 989)

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Flux de trésorerie consolidés
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

	2018 $	2017 $
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**1 168 079**	(293 843)
Éléments hors caisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	**590 995**	569 415
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	**(11 500)**	
	1 747 574	275 572
Variation nette d'éléments d'actif et du passif (note 3)	**107 758**	(274 854)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement (a)	**1 855 332**	718
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(315 753)**	(540 647)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	**11 500**	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	**(304 253)**	(540 647)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme	**233 846**	231 986
Remboursement d'emprunts à long terme	**(116 364)**	(732 033)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	**117 482**	(500 047)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 668 561**	(1 039 976)
Encaisse au début	**471 482**	1 511 458
Encaisse à la fin	**2 140 043**	471 482

(a) Les intérêts encaissés au cours de l'exercice s'élèvent à 5 290 $ (3 296 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2017). Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 50 228 $ (55 907 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2017).

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Situation financière consolidée
au 31 mars 2018

	2018	2017
	$	$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	**2 140 043**	471 482
Débiteurs (note 4)	**758 620**	624 205
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones	**1 506 766**	1 506 766
	4 405 429	2 602 453
PASSIFS		
Créditeurs (note 5)	**1 258 557**	1 057 277
Revenus reportés	**50 666**	50 666
Passif au titre des paiements de transfert (note 6)	**1 506 766**	1 506 766
Dette à long terme (note 7)	**3 409 215**	3 291 733
	6 225 204	5 906 442
DETTE NETTE	**(1 819 775)**	(3 303 989)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	**158 577**	199 470
Immobilisations corporelles (note 8)	**7 472 741**	7 747 983
Quotas de pêche (note 9)	**4 681 000**	4 681 000
	12 312 318	12 628 453
EXCÉDENT ACCUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS	**10 492 543**	9 324 464

Les notes complémentaires et les annexes consolidées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Nation Micmac de Gespeg existe en vertu de la Loi sur les Indiens sans être constituée en société par actions. Ses activités sont gérées par un conseil qui, considéré comme un gouvernement local, est composé d'un chef et d'au moins cinq conseillers dans le but d'administrer les avoirs de la Nation dans le meilleur intérêt de la communauté.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la Nation, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.*

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Nation. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les produits et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable comprend l'organisme suivant dans la proportion indiquée:

	Consolidation ligne par ligne
Organisme de développement économique et communautaire Mic-Mac de Gaspé inc.	100%

Les résultats de cet organisme sont présentés à même les résultats en annexe sous la mention «Soutien de bande - administration».

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, le conseil doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés, les notes y afférentes et les annexes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que le conseil possède des événements en cours et sur les mesures qu'il pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Paiements de transfert

Les paiements de transfert sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont autorisés et que la Nation a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, l'apport est constaté à titre de passif au poste Passif au titre des paiements de transfert.

Produits de la pêche

Les produits de la pêche sont constatés au moment où le débarquement est effectué et accepté par l'usine acheteuse.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Produits d'entente de services

En ce qui a trait aux produits d'entente de service, ils sont constatés uniquement après que le client a accepté les biens ou les services puisque l'acceptation du client est considérée comme une condition essentielle.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

La Nation comptabilise un actif financier ou un passif financer dans l'état de la situation financière lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Nation sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La Nation détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, l'annulation de toute réévaluation nette est présentée dans l'état des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Nation sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles et quotas de pêche

Les immobilisations corporelles et les quotas de pêche sont comptabilisés au coût. Lorsque la Nation reçoit des contributions sous forme d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de la contribution.

- Amortissement :

  Les immobilisations corporelles sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes:

	Périodes
Bâtiments	30 ans
Améliorations locatives	3 ans
Équipement de pêche	10 ans
Matériel roulant	15 ans
Équipement	15 ans
Bateaux	15 ans

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- Réduction de valeur:

  Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Nation de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

- Quotas de pêche

  Les quotas de pêche non amortissables doivent être soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait excéder sa juste valeur. Lorsque la valeur comptable des quotas de pêche non amortissables excède sa juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent doit être comptabilisée.

3 - INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2018	2017
	$	$
Débiteurs	**(134 415)**	(191 398)
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones		(99 777)
Créditeurs	**201 280**	(89 575)
Revenus reportés		50 666
Passif au titre des paiements de transfert		99 777
Frais payés d'avance	**40 893**	(44 547)
	107 758	(274 854)

4 - DÉBITEURS

	2018	2017
	$	$
Recouvrement de dépenses à recevoir	**73 967**	94 735
Taxes à la consommation à recevoir	**27 394**	106 838
Dépôt de garantie	**20 000**	
Paiements de transfert à recevoir	**637 259**	422 632
	758 620	624 205

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

5 - CRÉDITEURS

	2018	2017
	$	$
Comptes fournisseurs	**1 173 607**	980 776
Salaires et vacances à payer	**52 747**	36 042
Charges sociales à payer	**32 203**	40 459
	1 258 557	1 057 277

6 - PASSIF AU TITRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT

Les paiements de transfert proviennent du Secrétariat aux affaires autochtones et sont destinés exclusivement au paiement de l'emprunt à long terme ayant financé la construction du nouveau bâtiment administratif. Le solde est égal à l'emprunt correspondant.

7- DETTE À LONG TERME

	2018	2017
	$	$
Emprunt, garanti par un terrain et bâtiment dont la valeur comptable nette est de 5 328 038 $ au 31 mars 2018, taux d'intérêt 2,6 %, remboursable par versements mensuels de 13 883 $, capital et intérêts, échéant en mai 2035	**1 902 449**	1 784 967
Emprunt, garanti par une subvention du Secrétariat aux affaires autochtones, taux d'intérêt 4,95 %, remboursable par versements semestriels de 69 622 $, capital et intérêts, échéant en mai 2035. Les paiements de capital et d'intérêts sont directement payés par le Secrétariat aux affaires autochtones (a)	**1 506 766**	1 506 766
	3 409 215	3 291 733

Les versements sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 184 015 $ en 2019, 190 293 $ en 2020, 197 053 $ en 2021, 203 954 $ en 2022 et 211 122 $ en 2023.

(a) Au 31 mars 2018, le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas enocre débuté ses versements à l'institution financière.

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

8 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2018		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	$	$	$
Terrains	**22 925**		**22 925**
Bâtiments	**6 593 367**	**927 893**	**5 665 474**
Améliorations locatives	**9 638**	**9 638**	
Equipement de pêche	**1 617 466**	**1 094 870**	**522 596**
Matériel roulant	**474 569**	**216 098**	**258 471**
Équipement	**329 176**	**246 301**	**82 875**
Bateaux	**3 481 329**	**2 560 929**	**920 400**
	12 528 470	**5 055 729**	**7 472 741**

	2017		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	$	$	$
Terrains	22 925		22 925
Bâtiments	6 489 667	708 115	5 781 552
Améliorations locatives	9 638	9 638	
Equipement de pêche	1 456 627	998 003	458 624
Matériel roulant	432 675	184 460	248 215
Équipement	319 855	235 676	84 179
Bateaux	3 501 912	2 349 424	1 152 488
	12 233 299	4 485 316	7 747 983

9 - QUOTAS DE PÊCHE

Les droits de pêche (crabe, homard et crevette) ont été accordés par le ministère Pêches et Océans Canada sans considération monétaire.

10 - EMPRUNT BANCAIRE

Les créances sont affectées à la garantie de l'emprunt bancaire. L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 50 000 $, porte intérêt au taux préférentiel plus 4 % (7,2 %, 6,7 % au 31 mars 2017) et est renégociable le 30 septembre 2018.

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

11 - FONDS EN FIDUCIE

La Nation possède un fonds en fiducie géré par le ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada qui n'est pas présenté aux états financiers. Ce fonds a généré des intérêts de 461 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 (395 $ pour l'exercice terminé le 31 mars 2017) et montre un solde de 22 172 $ au 31 mars 2018 (21 711 $ au 31 mars 2017).

12 - RAPPROCHEMENT DES FONDS DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU NORD CANADA

	2018 $
Revenus des Affaires autochtones et du Nord Canada selon les états financiers et selon la confirmation de financement	**973 480**

13 - ENGAGEMENT

La Nation s'est engagée, d'après un contrat de location échéant en décembre 2022, à verser une somme de 32 648 $ pour un photocopieur. Les paiements minimums exigibles pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 8 706 $ en 2019, 2020 et 2021, et à 6 530 $ en 2022.

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Nation est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement, d'investissement en immobilisations et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Nation.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que la Nation utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Nation est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

La Nation est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. La Nation a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les recouvrements de dépenses et les paiements de transfert à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la Nation.

Le solde des paiements de transfert à recevoir est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la Nation aux créances douteuses n'est pas importante.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des actifs financiers de la Nation exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Nation est exposée. Le tableau ci-dessous résume l'exposition de la Nation au risque de crédit :

	2018	2017
	$	$
Encaisse	**2 140 043**	471 482
Recouvrement de dépenses à recevoir	**73 967**	94 735
Dépôt de garantie	**20 000**	
Paiements de transfert à recevoir	**637 259**	422 632
Subvention à recevoir - Secrétariat aux affaires autochtones	**1 506 766**	1 506 766
	4 378 035	2 495 615

La direction de la Nation estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers.

Aucun actif financier de la Nation n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 mars 2018 et 2017 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Risque de marché

Les instruments financiers de la Nation l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

- Risque de taux d'intérêt :

  La Nation est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

  La dette à long terme porte intérêt à taux fixe et expose donc la Nation au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

14 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Nation est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La Nation est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Nation dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Nation établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2018, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de la Nation se détaillent comme suit :

	Moins de 6 mois	6 mois à 1 un	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
	$	$	$	$
Comptes fournisseurs	**1 173 607**			
Salaires et charges sociales à payer	**84 950**			
Dette à long terme		**184 015**	**190 293**	**3 034 907**
	1 258 557	**184 015**	**190 293**	**3 034 907**

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

14 - INFORMATION SECTORIELLE

	Administration de la bande		Éducation	
	2018	2017	**2018**	2017
	$	$	**$**	$
Produits				
Affaires autochtones et du Nord Canada	**190 801**	235 340	**489 530**	282 946
Secrétariat aux affaires autochtones	**12 750**	20 214		
Revenus d'activités commerciales		20 600		
Autres produits	**730 907**	463 169	**124 874**	103 008
	934 458	739 323	**614 404**	385 954
Charges				
Salaires et charges sociales	**404 492**	230 683	**52 186**	42 005
Amortissement des immobilisations corporelles	**196 689**	195 620		
Autres charges	**1 370 098**	1 458 061	**507 471**	385 214
	1 971 279	1 884 364	**559 657**	427 219
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**(1 036 821)**	(1 145 041)	**54 747**	(41 265)

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Développement économique		Santé	
	2018	2017	**2018**	2017
	$	$	**$**	$
Produits				
Affaires autochtones et du Nord Canada	**50 000**	50 062		
Secrétariat aux affaires autochtones	**44 250**	40 000		
Revenus d'activités commerciales				
Autres produits	**44 250**	40 000	**91 592**	84 692
	138 500	130 062	**91 592**	84 692
Charges				
Salaires et charges sociales	**40 215**	38 000	**38 763**	37 577
Amortissement des immobilisations corporelles	**621**			
Autres charges	**89 103**	92 062	**52 829**	47 115
	129 939	130 062	**91 592**	84 692
Excédent lié aux activités de l'exercice	**8 561**			

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Programmes d'emploi		Tourisme et culture	
	2018	2017	**2018**	2017
	$	$	**$**	$
Produits				
Affaires autochtones et du Nord Canada			**243 149**	113 129
Secrétariat aux affaires autochtones			**27 000**	8 000
Revenus d'activités commerciales			**137 743**	103 482
Autres produits	**247 511**	240 710	**257 817**	23 734
	247 511	240 710	**665 709**	248 345
Charges				
Salaires et charges sociales	**30 571**	34 092	**368 403**	270 578
Amortissement des immobilisations corporelles			**31 780**	29 392
Autres charges	**216 940**	206 618	**472 682**	185 745
	247 511	240 710	**872 865**	485 715
Déficit lié aux activités de l'exercice			**(207 156)**	(237 370)

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Foresterie		Pêche	
	2018	2017	**2018**	2017
	$	$	**$**	$
Produits				
Affaires autochtones et du Nord Canada				
Secrétariat aux affaires autochtones				88 382
Revenus d'activités commerciales	**71 671**	62 245	**5 645 530**	3 541 194
Autres produits	**258 544**	253 152	**255 211**	221 302
	330 215	315 397	**5 900 741**	3 850 878
Charges				
Salaires et charges sociales	**209 505**	252 808	**1 728 913**	1 167 880
Amortissement des immobilisations corporelles	**29 178**	29 178	**332 727**	315 225
Autres charges	**58 200**	60 574	**1 518 086**	1 210 777
	296 883	342 560	**3 579 726**	2 693 882
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**33 332**	(27 163)	**2 321 015**	1 156 996

Nation Micmac de Gespeg
Notes complémentaires
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

14 - INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	Services communautaires		Total	
	2018	2017	**2018**	2017
	$	$	**$**	$
Produits				
Affaires autochtones et du Nord Canada			**973 480**	681 477
Secrétariat aux affaires autochtones			**84 000**	156 596
Revenus d'activités commerciales			**5 854 944**	3 727 521
Autres produits	**29 491**	62 351	**2 040 197**	1 492 118
	29 491	62 351	**8 952 621**	6 057 712
Charges				
Salaires et charges sociales	**27 397**	29 548	**2 900 445**	2 103 171
Amortissement des immobilisations corporelles			**590 995**	569 415
Autres charges	**7 693**	32 803	**4 293 102**	3 678 969
	35 090	62 351	**7 784 542**	6 351 555
Excédent (déficit) lié aux activités de l'exercice	**(5 599)**		**1 168 079**	(293 843)